

# Le problème c'est l'obéissance civile

Par

Howard Zinn (1970)

Je pars de l'hypothèse que le monde est sens dessus-dessous, que les choses vont mal, que ceux qui ne devraient pas être en prison le sont et ceux qui le devraient ne le sont pas, que ceux qui ne devraient pas être au pouvoir le sont et ceux qui devraient avoir plus de pouvoir n'en ont pas, que les richesses, non seulement dans ce pays, mais dans le monde entier, sont distribuées de telle façon qu'il ne s'agit pas de faire une petite réforme, mais une refonte totale du système de redistribution des richesses. Je pars de l'hypothèse que nous n'avons pas grand-chose à dire là-dessus : il nous suffit de nous pencher sur l'état du monde actuel pour réaliser que c'est le chaos.

**Daniel Berrigan**, prêtre catholique et poète pacifiste, est en prison tandis que **J. Edgar Hoover** est libre. **David Dellinger**, qui dénonce les guerres depuis tout petit avec toute son énergie et sa rage, risque fort de se retrouver en prison, alors que les responsables du massacre de My Lai ne font l'objet d'aucune poursuite en justice. Ils sont à Washington, où ils occupent divers postes plus ou moins importants en relation avec le déclenchement de massacres, qui les étonnent quand ils se produisent. A l'université d'état du Kent, quatre étudiants ont été tués par la garde nationale et des étudiants ont été inculpés. Dans chaque ville de ce pays, lors de manifestations, ceux qui sont présents, qu'ils aient manifesté ou pas, quoi qu'ils aient fait, sont agressés et matraqués par la police, puis sont arrêtés et détenus pour avoir agressé un policier.

J'ai analysé ce qui se passe tous les jours dans les tribunaux de Boston, Massachussetts. Vous seriez suffoqué, ou peut-être pas si vous êtes au courant, si vous avez connu cela, si vous avez réfléchi à la question, si vous avez été choqué par la série d'injustices quotidiennes qui s'insinuent au sein de cette merveilleuse institution qu'on appelle la procédure en bonne et due forme. Eh bien, c'est là-dessus que je fonde mon raisonnement.

Il vous suffit de lire la correspondance depuis la prison de Soledad de **George Jackson**, condamné à une peine de prison allant d'un an à la perpétuité, et qui est resté dix ans en prison pour avoir braqué une station-essence pour 70 dollars. Et puis, il y a ce sénateur qui est soupçonné de prélever 185 000 dollars par an, ou quelque chose d'avoisinant, sur les déductions d'impôts pour épuisement des réserves pétrolières.

Pour l'un c'est du vol, pour l'autre c'est légal. Il y a un problème, il y a un énorme problème quand on véhicule dans tout le pays 10 000 bombes bourrées de gaz neurotoxiques et qu'on s'en va les larguer dans le jardin du voisin pour ne pas endommager le nôtre. Alors, au bout d'un moment, on perd toute notion. Si on ne réfléchit pas, si on ne s'informe qu'à la télévision ou en lisant les publications universitaires, on finit par se dire que la situation n'est pas si catastrophique que cela et que les problèmes ne concernent que des questions marginales. Mais si on prend un peu de recul, on se rend compte que c'est l'horreur. Et c'est donc la raison pour laquelle nous devons partir de l'hypothèse que tout est véritablement chaotique.

Et le sujet de réflexion, la désobéissance civile, est pris à l'envers. Dès qu'on parle de désobéissance civile, on se dit que le problème, c'est la désobéissance civile. Ce n'est pas cela, notre problème... le problème, c'est l'obéissance civile. Notre problème, c'est le nombre incalculable de gens qui ont obéi aux diktats de leurs dirigeants et qui sont partis en guerre partout dans le monde entier, et que cette obéissance s'est traduite par des millions de morts. Notre problème, c'est cette scène du film « *A l'Ouest rien de nouveau* », où on voit des écoliers défiler consciencieusement pour aller faire la guerre. Notre problème, c'est que les gens sont soumis, partout dans le monde, face à la pauvreté, à la famine, à la bêtise, à la guerre et à la cruauté. Notre problème, c'est que les gens obéissent et que les prisons sont pleines de petits délinquants, tandis que les grands truands gèrent le pays.

C'est cela, notre problème. On comprend cela quand il s'agit de l'Allemagne nazie. On sait que le problème, c'est la soumission, que les gens ont obéi à Hitler. Les gens ont obéi, c'était mal. Ils auraient dû se rebeller et résister au système et si seulement nous avions été là, nous leur aurions montré. Même dans la Russie de Staline, on constate cela : les gens sont dociles, ce sont des moutons. Mais l'Amérique est différente. C'est ce qu'on nous a inculqué depuis toujours. Depuis que nous sommes tout petits, j'entends encore ce discours résonner dans les instructions de **M. Frankel**, choisissez une, deux, trois, quatre, cinq choses plaisantes concernant l'Amérique et que nous ne voulons pas trop voir bousculées. Mais si nous avons appris quoi que ce soit ces dix dernières années, c'est que ces belles choses concernant l'Amérique n'ont jamais été belles. Depuis le début, nous sommes expansionnistes, agressifs, et cruels

envers les autres. Et nous sommes agressifs et cruels envers les gens de ce pays, et nous redistribuons les richesses de manière très injuste. Et il n'y a jamais eu de justice dans les tribunaux pour les pauvres, pour les Noirs, pour les contestataires. Comment peut-on prétendre fièrement que l'Amérique est unique ? Elle n'est pas unique. Absolument pas.

L'obéissance civile ; eh bien, c'est ce dont nous allons parler, c'est notre problème. La loi est très importante. Nous parlons ici d'obéissance à la loi - la loi, cette merveilleuse invention des temps modernes, que nous attribuons à la civilisation occidentale et dont nous parlons avec fierté. Le droit, oh, comme ils sont extraordinaires tous ces cours sur la civilisation occidentale, donnés dans tout le pays. Souvenez-vous de l'époque sinistre où la population était exploitée par le régime féodal. Tout était abominable au Moyen-âge, mais maintenant, nous avons la civilisation occidentale, l'état de droit. Le droit a normalisé et exploité au maximum l'injustice qui existait avant lui, c'est cela qu'a fait le droit. Examinons tout d'abord le système de manière réaliste et non pas avec cette satisfaction métaphysique avec laquelle nous le considérons depuis toujours.

Quand, dans tous les pays du monde, le droit est le chouchou des dirigeants et un fléau pour le peuple, alors nous devons commencer à reconnaître ceci. Nous devons dépasser les frontières nationales dans notre réflexion. **Nixon** et **Brejnev** ont plus en commun entre eux que nous avec Nixon. J. Edgar Hoover a plus en commun avec le chef de la police secrète soviétique qu'avec nous. C'est cet engagement international aux lois qui crée de solides liens d'amitié entre eux. C'est pour cela que nous sommes toujours surpris de voir que, lorsqu'ils se retrouvent, ils sourient, se serrent la main, fument le cigare ensemble, s'apprécient mutuellement, et cela, indépendamment de leurs discours officiels. C'est comme les partis républicain et démocrate, qui prétendent qu'il y aura un grand changement si l'un ou l'autre l'emporte, et pourtant, c'est toujours la même chose. Au bout du compte, c'est eux contre nous.

**Yossarian** avait raison, vous vous souvenez dans *Catch 22* ? Il avait été accusé d'avoir fourni de l'aide et du réconfort à l'ennemi, ce dont personne ne devrait jamais être accusé et Yossarian avait alors dit à son ami **Clevinger** : « *L'ennemi c'est celui qui te fera tuer, de quelque camp qu'il soit* ». Mais comme ces paroles n'avaient provoqué aucune réaction, il avait ajouté : « *mets-toi bien ça dans le crâne, sinon, un jour ou l'autre tu vas te retrouver mort* ». Et, souvenez-vous, peu de temps après ça, Clevinger était tué. On ne doit jamais oublier que nos ennemis ne sont pas séparés par les frontières, que ce ne sont pas des gens qui parlent une langue différente et qui vivent dans des territoires différents. Les ennemis sont ceux qui veulent nous tuer.

On nous dit : « *et si tout le monde désobéissait à la loi ?* » Mais il vaudrait mieux poser la question : « *et si tout le monde obéissait à la loi ?* » La réponse à cette question est bien plus facile à trouver car nous avons énormément de preuves empiriques de ce qui se passe quand tout le monde obéit à la loi, ou même quand la majorité de la population le fait. Ce qui se passe, c'est ce qui s'est passé, ce qui se passe actuellement. Pourquoi les gens se prosternent-ils devant la loi ? Et c'est ce que nous faisons tous, même moi je dois lutter, car c'est ancré au plus profond de moi-même depuis que je suis petit, du temps où j'étais louveteau. Une des raisons qui font qu'on se prosterne devant la loi, c'est son ambivalence. À l'époque actuelle, on se retrouve avec des mots, des expressions qui ont plusieurs significations, comme par exemple « *sécurité nationale* ». Ah oui, il faut agir au nom de la « *sécurité nationale* ». Ok, qu'est-ce que cela veut dire ? La sécurité nationale de qui ? Où ?

La loi recèle bien des choses. La loi, c'est la « *Bill of Rights* », la Déclaration des Droits, en fait, c'est ce à quoi on pense en vénérant la loi. La loi est censée nous protéger, la loi, ce sont nos droits, la loi, c'est la constitution. Le jour de la célébration de la « *déclaration des droits* », il y a un concours de dissertations sur le sujet organisé par la Légion Américaine, c'est ça, la loi. Et c'est ça qui est bien.

Mais il y a un autre aspect de la loi qui ne fait pas l'objet de tant de battage publicitaire - c'est celle qui est en vigueur jour après jour, mois après mois, année après année, depuis que la république existe et qui permet de distribuer les richesses du pays de façon à ce que quelques-uns soient très riches et les autres très pauvres et que certains courent comme des poulets sans tête pour s'accaparer les miettes. C'est la loi. Si vous allez en fac de droit, vous constaterez tout cela. Vous pouvez évaluer tout cela en comptant simplement le nombre de gros manuels de droit que les gens trimbalent avec eux et voir combien d'entre eux parlent de « *droit constitutionnel* » et combien parlent de « *propriété* », « *contrats* », « *délits* », « *droit commercial* ». Et c'est de cela essentiellement dont il s'agit quand on parle de loi. La loi, c'est la réduction d'impôts pour l'épuisement des réserves de pétrole, mais on ne fait pas faire de dissertations là-dessus. Il y a donc une partie de la loi qui est mise en exergue, voilà la loi, la constitution et il y a les autres facettes de la loi, celles qui se font sans bruit, et dont personne ne parle.

Cela a commencé il y a bien longtemps. Quand la Déclaration des Droits a été adoptée pour la première fois, vous vous rappelez, dans le premier gouvernement de Washington ? Super ! La *Bill of Rights* a été votée ! Gros battage médiatique. Et, parallèlement, le programme économique d'**Alexander Hamilton** était adopté aussi. Sympa, discret, l'argent pour les riches, je schématise, mais pas tant que cela. C'est

avec le programme économique d'Hamilton que tout a commencé. On peut relier directement son programme économique à la loi sur les réductions d'impôts pour l'épuisement des réserves de pétrole, et les dégrèvements d'impôts pour les entreprises. C'est de cela qu'il s'agit, depuis le tout début. Matraquage pour la Déclaration des Droits, discrétion pour les lois sur l'économie.

Vous savez, faire respecter les différentes parties de la loi est aussi important que la publicité faite autour des différentes parties de la loi. La Déclaration des Droits est-elle respectée ? Pas vraiment. On s'aperçoit que la liberté d'expression en droit constitutionnel est une notion difficile et ambiguë. Personne ne peut vraiment dire à quel moment on peut s'exprimer librement et quand on n'en a pas le droit. Lisez simplement toutes les décisions de la cour suprême des Etats-Unis. Parlons-en du caractère prévisible du système quand on n'a aucune idée de ce qui va arriver si on se met à haranguer les gens sur la place publique ! Cherchez les différences dans les affaires Terminiello et Feiner et essayez de deviner comment elles se sont conclues. En passant, il y a une partie de la loi qui, elle, n'est pas vague du tout et qui concerne le droit des citoyens de distribuer des tracts dans la rue. La cour suprême a été très claire là-dessus. A chacune des décisions qu'elle prend, elle rappelle le droit inaliénable des citoyens à distribuer des tracts dans la rue. Faites le test. Descendez dans la rue distribuer des tracts. Un policier va venir vous voir pour vous dire de partir, vous lui répondez alors : « *Ah ah ! Vous ne connaissez pas l'arrêt que la Cour Suprême a rendu à la suite de l'affaire Marsh contre l'état d'Alabama en 1946 ?* » C'est cela la réalité de la Déclaration des Droits. C'est cela la réalité de la Constitution, cette partie du droit qu'on nous décrit comme un système extraordinaire. Et sept ans après l'adoption de la Déclaration des Droits, qui indique clairement qu'il est interdit au Congrès de voter des lois visant à limiter la liberté d'expression, le Congrès votait une loi qui limitait la liberté d'expression. Rappelez-vous. C'était la loi appelée « *Sedition Act* » de 1798.

Et donc, on n'a pas fait appliquer la Déclaration des Droits. C'est le programme d'Alexander Hamilton qui a prévalu, parce que lorsque les producteurs de whisky se sont révoltés, en 1794 en Pennsylvanie, rappelez-vous, c'est Hamilton en personne qui s'est déplacé pour réprimer la révolte afin de veiller à ce que la loi sur l'impôt sur le revenu soit appliquée. On retrouve la même chose tout au long de l'histoire jusqu'à nos jours, il y a les lois qui sont appliquées et celles qui ne le sont pas. Il faut donc être prudent quand on dit : « *Je suis pour la loi, je la respecte profondément et je lui obéis* ». De quelle facette de la loi parle-t-on ? Je ne suis pas contre toute loi. Mais j'estime qu'il faut commencer à bien comprendre ce que font les lois et pour qui.

Il y a d'autres problèmes concernant la loi. C'est curieux, les gens pensent que la loi amène l'ordre. C'est faux. Comment savoir que la loi n'amène pas l'ordre ? Il suffit de regarder autour de soi. Nous vivons dans un Etat de droit. Et quel ordre avons-nous ? On vous dit qu'il faut se méfier de la désobéissance civile car elle conduit à l'anarchie. Regardez bien le monde actuel, où prévaut l'état de droit. Nous sommes dans une période qui se rapproche le plus de ce que les gens pensent être l'anarchie - le chaos et le banditisme international. Le seul ordre qui soit véritablement valable ne vient pas de la mise en application de la loi, il vient de la construction d'une société juste, où sont établis des rapports harmonieux et où seule une réglementation minimum est nécessaire pour créer un ensemble de dispositions concernant les rapports entre les gens. Mais l'ordre qui s'appuie sur le droit et la force de la loi, c'est l'ordre de l'état totalitaire, qui conduit inévitablement soit à une injustice totale, soit, finalement, à la rébellion- en d'autres termes, à un très grand désordre.

Nous grandissons tous avec l'idée que la loi est sacrée. Ils ont demandé à la mère de **Daniel Berrigan** ce qu'elle pensait du fait que son fils violait la loi. Après avoir mis le feu à des registres du bureau de conscription, probablement un des actes les plus violents de ce siècle, pour protester contre la guerre, il avait été condamné à la prison, comme il se doit pour un criminel. Ils ont demandé à sa mère âgée de plus de 80 ans ce qu'elle pensait du fait que son fils avait violé la loi. Elle a regardé le journaliste droit dans les yeux et lui a répondu : « *Ce n'est pas la loi de Dieu* ». Et ça, on l'oublie. La loi n'a rien de sacré. Pensez à qui fait les lois. La loi n'est pas faite par Dieu, elle est faite par **Strom Thurmond**. Si on a le moindre sentiment de ce qui est saint, beau et révérencieux dans la loi, il suffit de bien regarder les élus du pays, ceux et celles qui font les lois. Aller assister à une session législative de son état, aller assister à une session du congrès, car ce sont ces gens-là qui font les lois que nous sommes ensuite censés vénérer.

Tout ceci est fait dans un décorum destiné à nous berner. C'est le problème. A l'époque, c'était confus. On ne savait pas. Maintenant, on sait, tout est écrit dans les livres.

Aujourd'hui, nous avons les procédures en bonne et due forme. Aujourd'hui, il se passe ce qui se passait avant, sauf que nous respectons les procédures légales. A Boston, un policier s'est rendu dans un hôpital et a tiré à cinq reprises sur un Noir qui lui avait donné un coup de serviette de toilette sur le bras et l'a tué. Au cours de l'audience, le juge décidait que l'acte du policier était justifié, parce que s'il n'avait pas réagi, il aurait perdu l'estime de ses collègues. C'est cela qu'on appelle un jugement en bonne et due forme, à savoir que le type ne s'en est pas tiré comme ça. Il y a bien eu un procès en due forme et tout

s'est arrangé. Le décorum, la bienséance de la loi nous leurrent.

Le pays, à l'époque, a été fondé sur le non respect de la loi, et c'est ensuite qu'il y a eu la constitution et la notion de stabilité comme les appréciaient Madison et Hamilton. Ensuite, nous avons découvert à certaines périodes cruciales de notre histoire que le cadre juridique ne suffisait plus, et afin d'abolir l'esclavage, nous avons dû sortir de ce cadre juridique, comme nous avons dû le faire à l'époque de la Révolution ou de la guerre de Sécession. L'union a dû sortir du cadre juridique pour établir certains droits dans les années 1930. Et actuellement, où nous sommes dans une période peut-être encore plus critique que la révolution ou la guerre de Sécession, les problèmes sont si abominables qu'ils nous poussent à sortir du cadre légal pour faire une déclaration, pour résister, pour commencer à créer les institutions et les relations que doit avoir toute société qui se respecte. Non, il ne s'agit pas simplement de démolir, mais de construire quelque chose. Mais même si on cherche à construire ce qui n'est pas censé l'être, si on essaie, par exemple, de créer un parc populaire gratuit, ça, ce n'est pas détruire, on construit quelque chose, mais c'est interdit, alors, la police privée arrive pour vous obliger à partir. C'est la forme que va prendre de plus en plus la désobéissance civile : des gens qui tenteront de construire une nouvelle société au sein de l'ancienne.

Et le droit de vote et les élections ? La désobéissance civile ? Il n'y en pas besoin, nous dit-on, parce que nous pouvons passer par le processus électoral. Nous devrions le savoir, depuis tout ce temps, mais peut-être que non, car nous avons grandi avec la notion que le bureau de vote était un lieu sacré, presque comme un confessionnal. Vous entrez dans le bureau de vote, vous en ressortez, on vous prend en photo et votre visage au sourire béat est publié dans toute la presse. Vous venez de voter, c'est ça, la démocratie. Mais si on lit ce que disent les politologues - mais qui en est capable ? - du processus électoral, on constate que c'est une supercherie. Les états totalitaires adorent les élections. Ils font déplacer les gens pour voter et enregistrent leur bénédiction. Je sais qu'il y a une différence, ils n'ont qu'un parti, nous, nous en avons deux. Vous voyez... Nous avons un parti de plus qu'eux...

Ce que nous tentons de faire, je suppose, c'est de revenir véritablement aux principes, aux objectifs de la Déclaration d'Indépendance. L'esprit de la résistance à l'autorité illégitime et à des forces qui privent les gens de leur vie, de leur liberté, de leur droit à la quête du bonheur et donc, dans ces conditions, il incite au droit de réformer ou d'abolir la forme actuelle de leur gouvernement, et surtout d'abolir. Mais pour établir les principes de la déclaration d'indépendance, il va falloir sortir du cadre légal, cesser d'obéir à des lois qui imposent de tuer ou qui répartissent les richesses de la façon dont cela a été fait, ou qui mettent les gens en prison pour des petits délits et laissent en liberté des gens qui ont commis des crimes abominables. Mon espoir c'est que cet esprit de résistance naîtra non seulement dans ce pays, mais également dans d'autres pays car ils en ont tous besoin. Les peuples de tous les pays ont besoin de cet esprit de désobéissance à l'Etat, qui n'est pas un concept métaphysique mais une entité qui allie force et richesses. Il nous faut une sorte de Déclaration d'Interdépendance entre les peuples de tous les pays du monde qui luttent pour la même chose.

**Howard Zinn (1970)**